



**PRÉFET
DE LA ZONE
DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ
OUEST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Marché public global sectoriel de conception,
construction, aménagement, entretien,
hôtellerie et la maintenance, pour une
Opération comprenant la création d'un Centre
de Rétention Administrative (CRA) et d'une
Annexe de Justice
en Loire-Atlantique**

Marché SGAMIO_NANTES_MGS_CRA44_Cand

ANNEXE 01 DU CCAP

**MODALITE DE MISE EN ŒUVRE DE LA
CLAUSE SOCIALE**

I- Les modalités de mise en œuvre de la clause sociale

Le TITULAIRE devra réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon les modalités définies ci-dessous :

➔ 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une structure d'insertion ;

La liste des structures d'insertion du territoire vous sera transmise au démarrage du marché lorsque vous prendrez contact avec la Mission clauses sociales dont les coordonnées sont précisées ci-dessous. Si vous en avez besoin pour construire votre réponse au marché, vous pouvez la demander auprès de la Mission clauses sociales

➔ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés.

Le TITULAIRE est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir :

- d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ou d'une entreprise de travail temporaire dont le projet d'insertion a été référencé dans le cadre du dispositif par Nantes Métropole)
- d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
- d'une association intermédiaire.
- d'une entreprise adaptée de Travail Temporaire

➔ 3ème modalité : l'embauche directe d'une personne répondant aux critères d'éligibilité des publics



Point d'attention sur l'éligibilité des publics dans le cadre des contrats suivants :

➔ À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée, en application d'une clause sociale dans un marché, reste éligible au dispositif pour une durée de 24 mois. Cela correspond à la durée maximale d'un parcours d'insertion (agrément IAE notamment).

➔ ***Dans le cas d'un recrutement en Contrat en alternance :***

- les heures de travail ET de formation sont valorisées pendant la durée du contrat
- Les publics cibles de la clause d'insertion sont éligibles pendant la durée du contrat. Les personnes sortant de 3^e sans difficulté particulière sont prises en compte – par dérogation – pendant la 1^{ère} année du contrat.

➔ ***Incitation à l'emploi durable :*** Dans le cas d'un recrutement en CDI d'un public cible, moins de 3 mois avant la date de notification du marché ou en cours de marché:

- les heures peuvent être valorisées jusqu'à 36 mois selon le parcours de la personne
- ou dans la limite de 48 mois si la durée du marché est supérieure ou égale à 4 années ET si Le TITULAIRE peut attester son impossibilité à réaliser une action d'insertion complémentaire ou qu'aucun autre recrutement en insertion n'est possible.

II- Modalités de mise en œuvre en cas de mutualisation des heures d'insertion

La mutualisation est la mise en commun d'heures d'insertion réalisées par un salarié d'une entreprise, ou mis à disposition, réparties solidairement entre plusieurs marchés simultanés d'un ou plusieurs donneurs d'ordre. L'objectif est de favoriser des parcours d'insertion plus longs ou plus qualifiants

pour les personnes.

Les heures d'insertion réalisées dans le cadre d'un marché comportant une clause sociale sont alors valorisées et réparties sur plusieurs marchés clausés concomitants.

La mutualisation porte sur une période de temps définie. Elle doit donc concerner des marchés dont la périodicité est concomitante (chevauchement des périodes d'exécution entre les opérations concernées).

La demande de mutualisation doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié. Le titulaire du marché doit solliciter une demande, auprès du ou des donneurs d'Ordre (MOA) et du facilitateur, afin de recueillir un accord écrit. Cet échange sera réalisé par courrier électronique.

Le ou les donneurs d'ordre (MOA) peuvent accepter la mutualisation si le candidat est éligible, si les dates de marchés concernées sont concomitantes et si cette mutualisation représente un réel intérêt pour le parcours d'insertion de la personne.

Elle ne peut être motivée par un souci de report des engagements d'insertion non réalisés par Le TITULAIRE.

En effet, cette mutualisation ne sera accordée que pour permettre la réalisation de parcours d'insertion longs, qualifiants et menant à l'emploi durable.

Ainsi, les conditions à respecter sont :

- la mise en place de contrat de travail de plus de 6 mois ou de période de mise à disposition de plus de 6 mois.

OU

- la mise en place de contrat en alternance permettant l'accès à la qualification

III- Dispositif d'accompagnement des entreprises

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses sociales, un dispositif d'accompagnement a été mis en place.

Les entreprises désireuses d'obtenir des renseignements peuvent ainsi prendre contact avec le service facilitateur suivant qui accompagnera les entreprises :

Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales

Service Emploi et Insertion / Direction Économie et Emploi Responsables

Tél. : 02 40 99 32 91 - clausesociale@nantesmetropole.fr

2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9

La Mission Insertion par les clauses sociales aura pour missions :

- de renseigner les entreprises sur les différents dispositifs d'insertion existants
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de l'insertion socioprofessionnelle, notamment de valider l'éligibilité des publics en insertion
- d'orienter vers les acteurs de l'emploi et de l'insertion
- d'assurer le contrôle et l'évaluation de l'action d'insertion.

Le titulaire, dès notification du marché, contacte la Mission clauses sociales de Nantes Métropole pour définir les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion. Il doit le tenir informé préalablement de toute modification dans ses modalités en cours d'exécution.

Sous-traitance

Si une partie des prestations est sous traitée, le titulaire du marché s'engage à faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant si celui-ci est concerné au vu des prestations qui lui sont confiées.

Le TITULAIRE s'engage à ne pas répercuter d'objectif d'insertion inférieur à 105 heures de travail. Toute répercussion de tout ou partie de son objectif d'heures d'insertion par Le TITULAIRE vers un ou plusieurs de ses sous-traitants devra être signalée à la Mission clauses sociales de Nantes Métropole.

En tant qu'entreprise principale, il reste responsable globalement de l'exécution du marché. Le TITULAIRE conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail, de la définition du programme d'insertion et de la transmission des éléments de réalisation.

Traitement des données personnelles

Les Données Personnelles collectées par l'employeur et transmises à la Mission Clauses Sociales de Nantes Métropole font l'objet d'un traitement informatique destiné à permettre la gestion et le suivi du dispositif clause sociale métropolitain.

Ces données seront traitées dans le logiciel Clause de Le TITULAIRE ARCHE MC2, prestataire de Nantes Métropole.

Ce traitement fait l'objet d'une déclaration au registre des traitements de Nantes Métropole.

Le responsable du traitement est le service de Nantes Métropole en charge du suivi et de la gestion des clauses sociales.

Les données personnelles permettent de valider l'éligibilité des bénéficiaires, d'assurer le suivi du dispositif clause sociale et d'établir des données statistiques anonymes.

Les données personnelles collectées concernent: le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance, l'adresse postale, l'adresse électronique, le numéro de téléphone.

Ces données sont conservées le temps de la présence des personnes concernées dans le dispositif des clauses sociales pendant une durée maximale de :

- 48 mois à compter du premier jour de la mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée
- dans le cadre des opérations liées à l'ANRU, ces informations seront conservées jusqu'en 2025 inclus au minimum et le temps du bilan lié au Nouveau Programme Nationale de Renouvellement Urbain.

Conformément à la loi informatique et libertés et au Règlement européen sur la protection des données, les personnes bénéficiaires du dispositif bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation du traitement, de portabilité des Données Personnelles les concernant. Elles peuvent exercer ce droit en contactant le service de Nantes Métropole en charge du suivi et de la gestion des clauses sociales par mail: clausesociale@nantesmetropole.fr; ou la déléguée à la protection des données de Nantes Métropole à l'adresse mail: dpd@nantesmetropole.fr, qui s'engagera à répondre dans les meilleurs délais à réception de la demande.

Ainsi en l'application du règlement européen sur la protection des données, Le TITULAIRE titulaire a la responsabilité d'informer les personnes employées ou susceptible d'être employées directement par elle, des dispositions prévues audit règlement (notamment en ce qui concerne la collecte, la transmission, le destinataire, la conservation, le traitement, l'accès et la rectification de données personnelles).

En cas de recours à un intermédiaire pour l'emploi de personnes éligibles (notamment le recours à une entreprise d'intérim, un sous traitant, une structure d'insertion par l'activité économique, un groupement pour l'insertion et la qualification), le titulaire doit s'assurer que cet intermédiaire assure auprès des personnes concernées l'information relative à l'application du règlement européen.

IV- Difficultés de réalisation

Le titulaire doit informer le MOA par courrier recommandé avec accusé de réception des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Le titulaire étudiera, en lien avec la Mission clauses sociales de Nantes Métropole, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

La Mission clauses sociales de Nantes Métropole pourra évaluer la pertinence des moyens mis en œuvre.

V- Bilan de l'action d'insertion

En fin de marché, un bilan quantitatif et qualitatif de l'exécution de l'action d'insertion relative aux engagements pris par Le TITULAIRE, pourra être établi par la Mission clauses sociales de Nantes Métropole.

Ce bilan fait état des heures de travail réservées aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ainsi que des formations qualifiantes mises en place dans le cadre du présent marché.

VI- Conditions d'exonération de l'application de la clause d'insertion professionnelle

La Mission clauses sociales se réserve le droit d'exonérer, totalement ou partiellement, la clause d'insertion professionnelle dans le cas où le titulaire justifie de difficultés économiques particulières (activité partielle, licenciement économique, placement en procédure collective comme le redressement judiciaire...).

Le titulaire doit en informer la Mission clauses sociales dans les meilleurs délais et joindre les justificatifs nécessaires (décision de la DIRECCTE, jugement du tribunal ou autre). La reconnaissance d'une exonération totale ou partielle de l'obligation de la clause d'insertion professionnelle sera matérialisée par un ordre de service ou un avenant au marché.

En cas d'activité partielle, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que si la durée de la mesure d'activité partielle correspond à une phase d'exécution active du contrat et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

En cas de licenciement économique, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que s'il s'agit d'un licenciement économique intervenu moins d'un an (délai applicable à la priorité de réembauchage) avant une phase d'exécution active du contrat pour le titulaire et si les fonctions concernées par cette mesure correspondent à celles visées par la clause d'insertion.

En cas de placement en procédure collective du titulaire en cours d'exécution du marché (procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire...), si le contrat est poursuivi, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion ne peut être accordée que si la période de cessation des paiements ou la période d'observation du titulaire correspond à une phase d'exécution active du contrat pour le titulaire et si les fonctions concernées par le placement en procédure collective correspondent à celles visées par la clause d'insertion .

En cas de placement en procédure collective du titulaire en cours d'exécution du marché (procédure de sauvegarde, redressement judiciaire, liquidation judiciaire...), si le contrat n'est pas poursuivi, l'exonération totale ou partielle de l'application de la clause d'insertion peut être accordée.

De plus, l'exonération ne peut être accordée si le titulaire recourt à une sous-traitance ou une co traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant ou le co traitant n'est pas touché par une mesure d'activité partielle ou de licenciement économique.

**** FIN DU DOCUMENT ****